

L'ÉVOLUTION DU SOCIALISME...

Il n'est pas sans intérêt de comparer l'évolution du socialisme autoritaire et marxiste par rapport au socialisme libertaire qui est le nôtre, et de rechercher, dans cette évolution, quelles sont les différences et les ressemblances qui persistent, et dans quelle mesure elles persistent.

Deux grands courants peuvent être localisés: l'aspect doctrinaire et l'évolution tactique.

Dès qu'il apparaît en tant que parti, le socialisme est marxiste. Il professe les postulats fondamentaux établis ou recréés par Marx:

1- L'évolution des sociétés humaines est avant tout le résultat de la situation économique des progrès de la technique et des rapports des classes.

2- La concentration du capital est la plus indispensable des prémisses du socialisme, qui doit fatalement se réaliser par les progrès de la technique. Ces progrès élimineront la petite bourgeoisie, puis la grande, puis les petits et moyens capitalistes, provoquant la prolétarianisation croissante de la société, la diminution du nombre des exploités et facilitant ainsi l'avènement de la société nouvelle. C'est ce qu'on définissait sans modestie sous le nom de «*socialisme scientifique*».

3- La conquête du pouvoir politique, soit par l'action révolutionnaire - première phase des théories tactiques du marxisme - soit par l'entrée au Parlement - deuxième phase, qui compléta la rupture entre les socialistes autoritaires et les socialistes libertaires au sein de la Première Internationale - doit être une tactique parallèle de cette évolution. Parfois, la simultanéité des deux tactiques était admise (Marx, *Critique du programme de Gotha*).

4- Pendant la période d'expulsion du capitalisme, l'État ouvrier, non seulement expropriera le capitalisme, mais organisera la société nouvelle. Il disparaîtra par la suite à mesure que, reprenant la formule de Proudhon: «*l'administration des choses remplacera le gouvernement des hommes*».

C'est sur la base de la biologie que se développe la pensée anarchiste. Géographie, histoire humaine - économique, politique, sociale sous tous ses aspects - ethnique, ethnologie, sociologie, histoire naturelle, zoologie, psychologie, philosophie, religion, arts, etc..., toute la vie, et tous les aspects de la vie réagissant les uns sur les autres intéressent nos penseurs et nos militants autodidactes.

L'inévitable concentration du capitalisme, la diminution fatale du nombre de possédants et des privilégiés jusqu'à ce qu'il n'en reste qu'une poignée que l'on expropriera sans effort nous parut bien vite le fruit d'un raisonnement abstrait au plus haut degré. Dans son étude intitulée «*Pages d'Histoire socialiste*», Tcherkesoff prouvait bien vite, statistiques en main, que l'affirmation de Marx et d'Engels, et de leurs continuateurs aveugles ne se vérifiait pas, même en Angleterre. Cela détruisait le dogme du socialisme scientifique, et en conséquence posait le problème de la révolution avec une acuité et une gravité accrues. Car si l'évolution naturelle de la société ne conduisait pas au socialisme, l'intervention de la volonté et de l'énergie humaines s'affirmaient infiniment plus nécessaires, et le danger du réformisme n'en apparaissait que plus grand.

La discussion sur le parlementarisme et sur l'État embrassait deux aspects d'un même problème. Bakounine et nos camarades affirmaient que l'État, dit prolétarien, ne ferait que se développer davantage, et étoufferait toute liberté. Les socialistes marxistes affirmaient qu'il mourrait naturellement - tout comme le capitalisme. Quant au parlementarisme, nos camarades le repoussaient non seulement en tant que conception doctrinale étatiste, mais aussi en tant que tactique, affirmant qu'il ne pouvait que châtrer l'esprit, paralyser l'action révolutionnaire, et mener à la collaboration des classes.

Trois quarts de siècles sont passés. Il n'a pas été nécessaire d'attendre si longtemps pour que nous puissions enregistrer, dans le socialisme «*officiel*», des rectifications suivies qui, soit positivement, soit négativement, nous ont donné raison.

En ce qui concerne la concentration capitaliste, la prolétarianisation croissante de la société et la diminution du nombre des possédants et des privilégiés, Bernstein et ses amis firent table rase de ces postulats dès après la mort d'Engels. Il y a longtemps que le socialisme a, après Tcherkessof, renoncé à cette croyance que démentent toutes les statistiques internationales, car, comme le dit Kropotkine dans «*Champs, fabriques et ateliers*», s'il est vrai que souvent un fabricant en élimine des petits, il en fait toujours surgir d'autres, et dans tous les pays capitalistes le nombre des privilégiés a augmenté, même en proportion de l'augmentation de la population. En plus des petits et moyens patrons, les petits commerçants se sont multipliés, et les petits propriétaires resurgissent, même engendrés par l'État qui procède, contre la grande propriété, à des réformes agraires comme celle de l'Europe centrale et orientale après la guerre de 1914-1918, et comme celle qui a lieu maintenant dans les mêmes régions comme complément de la première, en ce moment sous l'impulsion russe, dite communiste.

De plus, le capitalisme financier s'est développé, et dans les pays capitalistes, le nombre des ouvriers intéressés, en tant qu'actionnaires, au capital, à la fabrique, à la mine, au chemin de fer (1) augmente sans cesse.

Sur un très grand nombre des points, le socialisme autoritaire nous a donc donné raison. Il en est d'autres sur lesquels il s'est encore plus éloigné de nous. C'est avant tout sur le parlementarisme, le réformisme et le patriotisme nationaliste. Mais nous pouvons dire qu'il s'est en même temps éloigné du socialisme lui-même, et l'expérience nous prouve que ces déviations l'ont mené à la collaboration de classe, à la participation active dans la guerre et dans la préparation de nouveaux massacres des peuples. Tout cela a confirmé la justesse des idées et des positions que le socialisme libertaire a défendues depuis ses origines.

Robert LEFRANC.

(1) Dans son livre «*Regards sur l'Avenir*», Roosevelt signalait en 1932 que le nombre des actionnaires des compagnies de chemin de fer s'élevait à vingt-deux millions.